

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/1993/L.10/Add.6  
2 mars 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-neuvième session  
Point 30 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION

Rapporteur : M. Zdzislaw KEDZIA (Pologne)

TABLE DES MATIERES \*/

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
VI. Conséquence néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud .....	1 - 18	

---

\*/ Le document E/CN.4/1993/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil figurent dans le document E/CN.4/1993/L.11 et ses additifs.

VI. CONSEQUENCES NEFASTES, POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE, ACCORDEE AU REGIME RACISTE ET COLONIALISTE D'AFRIQUE DU SUD

1. La Commission a examiné le point 6 de l'ordre du jour, en même temps que les points 5, 15 et 16 (voir chap. V, XV et XVI), à ses 11ème, 12ème, 16ème et 17ème séances, les 8, 9 et 11 février, et à sa 43ème séance, le 26 février 1993 2/.

2. La Commission était saisie des documents suivants :

- une Note du secrétariat (E/CN.4/1993/7);
- un rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/CN.4/1993/55).

3. Au cours du débat général consacré au point 6, des déclarations 3/ ont été faites par les pays suivants, membres de la Commission : Australie (12ème), Bangladesh (17ème), Brésil (12ème), Chine (12ème), Cuba (17ème), Inde (17ème), Indonésie (11ème), Iran (République islamique d') (17ème), Japon (12ème), Mexique (17ème), République arabe syrienne (11ème), Soudan (12ème), Venezuela (11ème).

4. La Commission a également entendu les observateurs des pays suivants : Egypte (17ème), Ethiopie (11ème), Sénégal (17ème).

5. L'observateur de l'Organisation de la Conférence islamique a fait une déclaration (17ème).

6. L'observateur du Pan Africanist Congress of Azania a fait une déclaration (11ème).

7. La Commission a également entendu des déclarations des organisations non gouvernementales suivantes : Centre Europe-tiers monde (17ème), Confédération internationale des syndicats libres (11ème), Confédération mondiale du travail (17ème), Conseil consultatif anglican (17ème).

8. A sa quarante-troisième séance, le 26 février 1993, la Commission a abordé l'examen des projets de résolution présentés au titre du point 6.

9. Le 17 février 1993, un projet de résolution (E/CN.4/1993/L.14) a été présenté par les pays suivants : Ghana\*, Guinée équatoriale\*, Lesotho, Nigéria, Soudan, Swaziland\*, Zambie et Zimbabwe\*; le texte en est le suivant :

"La Commission des droits de l'homme,

Rappelant toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et, en particulier, la résolution S-16/1 renfermant la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, qui a été adoptée par voie de consensus le 14 décembre 1989, et les résolutions 45/176 A et 46/79 A adoptées de même, respectivement les 19 décembre 1990 et 13 décembre 1991,

Constatant avec satisfaction que les principes fondamentaux d'un nouvel ordre constitutionnel, énoncés dans la Déclaration, sont largement acceptés en Afrique du Sud,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions qu'elle a adoptées sur la question depuis 1977 et, en particulier, sa résolution 1991/17 du 1er mars 1991,

Tenant compte des décisions pertinentes adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, en particulier lors de sa vingt-septième session ordinaire, tenue à Aboudja, du 3 au 5 juillet 1991 (A/46/390, annexe II),

Prenant acte de toutes les résolutions pertinentes de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et, en particulier, de la résolution 1991/1 qu'elle a adoptée le 20 août 1991 sans procéder à un vote,

Fermement convaincue que l'assistance, en particulier l'assistance militaire, accordée au régime minoritaire d'Afrique du Sud reste le moyen le plus efficace de maintenir le régime d'apartheid,

Considérant qu'aux termes de la Déclaration, il incombe à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer l'apartheid, notamment en se conformant au programme d'action contenu dans la Déclaration,

Prenant acte avec préoccupation de la déclaration faite par le Rapporteur spécial de la Sous-Commission, M. Ahmed Khalifa, lorsqu'il a présenté son rapport mis à jour (E/CN.4/Sub.2/1992/12 et Add.1), selon laquelle, compte tenu des événements récents, la poursuite de la mise à jour de la liste des institutions qui apportent un appui au régime sud-africain, liste figurant dans l'additif au rapport, ne répondait plus aux objectifs pour lesquels elle avait été instituée,

Alarmée par la collaboration persistante de certains Etats et, en particulier, d'Israël avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire,

1. Réaffirme son appui à la lutte légitime que mène le peuple sud-africain pour éliminer totalement l'apartheid et instaurer une Afrique du Sud unie, non raciale et démocratique, où tous les habitants, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de croyance, jouiront des mêmes libertés fondamentales et des mêmes droits de l'homme et droits économiques et sociaux;

2. Condamne l'assistance prêtée à l'Afrique du Sud dans le domaine politique et particulièrement dans le domaine militaire, et exprime sa conviction que cette assistance constitue un acte d'hostilité à l'égard du peuple sud-africain et des Etats voisins;

3. Condamne aussi la collaboration persistante, dans le domaine nucléaire, de certains Etats et particulièrement d'Israël avec l'Afrique du Sud, et demande instamment à ces Etats de renoncer immédiatement à fournir à ce pays du matériel et des techniques nucléaires lui permettant de développer une capacité de production d'armes nucléaires;

4. Note avec satisfaction les importantes mesures prises par de nombreux Etats, parlementaires, institutions, syndicats et organisations non gouvernementales en vue de faire pression sur l'Afrique du Sud, et leur demande de maintenir ces efforts afin de contraindre les autorités sud-africaines à respecter les résolutions et les décisions de l'Organisation des Nations Unies sur l'Afrique du Sud;

5. Demande à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme à la coopération militaire avec l'Afrique du Sud ainsi qu'à l'assistance dans la fabrication d'armes et de fournitures militaires dans ce pays et, en particulier, de cesser toute collaboration avec lui dans le domaine nucléaire;

6. Engage la communauté internationale à prêter toute l'assistance possible aux Etats de première ligne et aux Etats voisins pour permettre à leur économie de se remettre des effets d'années de déstabilisation;

7. Demande à tous les gouvernements de continuer d'appliquer les sanctions et d'exercer toutes les formes de pression à l'égard de l'Afrique du Sud jusqu'à ce qu'un accord ait été conclu sur

des arrangements transitoires et les modalités d'élaboration et d'adoption d'une nouvelle constitution et sur la tenue d'élections, afin que le pays s'engage irréversiblement dans la voie de l'édification d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale;

8. Engage la communauté internationale, les institutions spécialisées et les organisations gouvernementales et non gouvernementales à accroître leur aide humanitaire et juridique aux victimes de l'apartheid, aux réfugiés et exilés qui regagnent le pays et aux prisonniers politiques libérés;

9. Engage en outre la communauté internationale à accroître le concours matériel, financier et autre apporté aux victimes et aux adversaires de l'apartheid, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement et de la protection sociale;

10. Prie le Secrétaire général de continuer à assurer la coordination des activités des organismes des Nations Unies liées à l'application de la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, à suivre la mise en oeuvre de cette Déclaration et à prendre les initiatives voulues pour faciliter tous les efforts visant à l'élimination de l'apartheid;

11. Décide de nommer un Rapporteur spécial chargé de poursuivre le travail de M. Khalifa, en mettant surtout l'accent sur les conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance militaire accordée au régime raciste et colonialiste sud-africain;

12. Exprime sa satisfaction au Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pour son rapport mis à jour;

13. Réaffirme que la mise à jour du rapport du Rapporteur spécial revêt la plus grande importance pour la cause de l'élimination de l'apartheid et des autres violations des droits de l'homme en Afrique du Sud;

14. Invite le Secrétaire général à assurer au rapport mis à jour la plus large diffusion possible, à le faire paraître comme publication des Nations Unies et à le mettre à la disposition des sociétés savantes, centres de recherche, universités, associations politiques et humanitaires ou autres groupes intéressés;

page 6

15. Exhorte tous les gouvernements à coopérer avec le Rapporteur spécial afin de rendre son rapport plus exact et plus informatif encore;

16. Demande aux autorités sud-africaines de permettre au Rapporteur spécial de se rendre en Afrique du Sud en vue d'évaluer la situation actuelle;

17. Décide d'examiner les questions soulevées par la présente résolution à sa cinquantième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé 'Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste de l'Afrique du Sud'."

10. A la 43ème séance, le représentant de la Zambie a présenté un projet de résolution révisé (E/CN.4/1993/L.14/Rev.1) dont les auteurs étaient les mêmes que ceux du projet de résolution E/CN.4/1993/L.14, auxquels se sont joints par la suite l'Angola, le Burundi, le Cameroun\*, la Chine, Cuba, l'Ethiopie\*, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Jamahiriya arabe libyenne, le Kenya, la Mauritanie, le Pakistan et la République-Unie de Tanzanie\*.

11. A la demande du représentant de la Zambie, le projet de résolution E/CN.4/1993/L.14/Rev.1 a fait l'objet d'un vote par appel nominal.

12. Des explications de vote ont été données avant le vote par les représentants des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

13. Le projet de résolution a été adopté par 30 voix contre 12, avec 9 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Angola, Bangladesh, Barbade, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Cuba, Gabon, Gambie, Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Nigéria, Pakistan, République arabe syrienne, Soudan, Sri Lanka, Tunisie, Venezuela, Zambie.

Ont voté contre : Allemagne, Bulgarie, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Japon, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Argentine, Australie, Autriche, Costa Rica,  
Fédération de Russie, Finlande, Pérou, République  
de Corée, Uruguay.

14. Des explications de vote ont été données après le vote par les  
représentants du Chili, de Chypre, de la Finlande, du Japon et de la  
République de Corée.

15. Pour le texte de la résolution, voir le chapitre II, section A,  
résolution 1993/18.

16. A la même séance, la Commission a examiné le projet de résolution II que  
la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la  
protection des minorités lui avait recommandé d'adopter (voir E/CN.4/1993/2,  
chap. I, sect. A).

17. Le projet de résolution a été adopté sans vote.

18. Pour le texte de la résolution, voir chapitre II, section A,  
résolution 1993/19.

-----